

F1233

D665

EJ. 3



FONDO
FERNANDO DIAZ RAMIREZ

INTERVENTION FRANÇAISE

1862-1863

L'expédition des alliés, qu'on pourrait appeler la seconde expédition, mit à la voile de la Havane, on se rappelle, le 2 janvier 1862, dans l'après-midi, et dut arriver le 7 devant Vera-Cruz. Le 9, M. de Saligny et sir Wyke, descendus de Mexico, eurent une première entrevue avec l'amiral Dunlop, le contre-amiral Jurien de la Gravière et le comte de Reus. D'une part, il était fâcheux de voir sir Wyke et M. de Saligny faire partie du conseil dirigeant, parce que les ministres étrangers, dans les différents États de l'Amérique espagnole, se mêlaient ordinairement, à cause de leur position exceptionnelle, des questions intérieures du pays, et qu'il y avait fréquemment des luttes d'influence entre eux, comme cela se voyait à Mexico, entre le ministre de France et celui d'Angleterre; d'autre part, ces deux personnages connaissaient le Mexique et les Mexicains, mieux que leurs collègues qui ne les connaissaient pas du tout; leurs conseils pouvaient donc être très utiles dans les délibérations communes. Le commodore Dunlop et le contre-amiral Jurien, marins et non diplo-

III.

1

mates, avec des instructions trop générales pour diriger les conférences, ne devaient pencher que vers une politique de tendance. Le premier, anglais et protestant, ne pouvait, en aucune façon, avoir des sympathies pour un gouvernement conservateur, confondu très souvent avec un gouvernement clérical, représenté par Miramon, Marquez et Zuloaga; en outre, ignorant de la manière la plus absolue, quoi qu'en ait dit M. Thiers, l'histoire du Mexique, il devait, comme protestant et comme Anglais, favoriser le gouvernement de Juarez, spoliateur des églises et du clergé. L'Angleterre, du reste, ne voulait pas prolonger son expédition, parce que l'envisageant uniquement au point de vue des affaires, elle ne songeait pas à dépenser son argent pour établir un gouvernement régulier et catholique. Il était d'autant plus habile pour elle de se mêler le moins possible de cette question, que la Grande Bretagne devait nécessairement profiter du gouvernement établi par ses alliés. Quant au contre-amiral français, étranger à ces querelles de parti, diplomate improvisé, il obéissait simplement aux ordres qu'il avait reçus, à ses habitudes de discipline, et ne songeait nullement à faire accepter à ses collègues ses idées personnelles. Enfin, M. le comte de Reus, avec une réputation militaire méritée, avec la confiance de la haute estime qu'avait de sa personne l'empereur Napoléon et la supériorité numérique de ses troupes, devait naturellement indiquer aux plénipotentiaires la politique à suivre.

Dans les conférences qui eurent lieu entre les plénipotentiaires, personne ne fut exempt de blâmé. Les commissaires français, qui connaissaient la déférence que l'Empereur avait montrée au ministre espagnol, suivirent aveuglément le comte de Reus en toutes choses, et ne s'arrêtèrent que lorsqu'il s'opposa au séjour du général Almonte. Les commissaires anglais se conformèrent toujours à la politique égoïste et puritaine de leur gouvernement; fidèles à cette politique, jaloux de cette influence, intéressés à empêcher tout ce qui pouvait resserrer les relations si relâchées entre l'Espagne et ses anciennes colonies américaines, obéissant aux vieilles

traditions de Canning, ils soulevèrent, dès la première conférence, des questions irritantes, en contradiction avec leurs droits et leurs devoirs. Le général Prim ne songea pas qu'il était chargé de faire triompher les vues de son gouvernement et non pas les sentiments exprimés dans son discours antiespagnol prononcé en 1858.

Dans les conférences, tenues les 9, 10 et 13 janvier, les plénipotentiaires se firent connaître réciproquement le texte de leurs réclamations. L'Espagne demandait 40 millions en numéraire, la France 60 millions et la reconnaissance du décret de Miramon concernant les bons Jecker qui intéressaient une multitude de commerçants français résidant au Mexique; quant à l'Angleterre elle demandait 80 millions pour préjudices causées aux maisons anglaises. Chacune de ses sommes parut exorbitante; les représentants oublièrent qu'ils n'avaient pas le droit de les juger ni de les discuter.

Les trois sommes réunies parurent impossibles à demander dans un ultimatum que les plénipotentiaires se proposaient d'adresser au gouvernement de Juarez; des contestations eurent lieu à ce sujet; il eût été plus naturel d'aller à Mexico appuyer les réclamations et attendre de nouveaux pouvoirs; mais on repoussa simplement l'ultimatum. M. de Keratry dit qu'il avait été dicté par la convention de la Soledad et repoussé par Juarez; il y a deux erreurs dans cette assertion. M. de Keratry ignorait donc que les commissaires alliés ne s'étant pas entendus à Vera-Cruz, précisément sur les réclamations à faire, n'avaient point envoyé d'ultimatum à Juarez, et qu'à la Soledad le général Prim seul y est allé pour traiter de la marche des troupes à l'intérieur et non des questions financières? En lisant la dépêche de sir Wyke, citée par M. de Keratry, et qu'il date du 19 janvier, cet écrivain aurait vu que l'ultimatum n'avait rien à faire avec la Soledad, puisque l'entrevue du comte de Reus avec le général Doblado à la Soledad n'eut lieu qu'un mois plus tard.

Le général Prim, par une dépêche en date du 13 janvier, nous apprend qu'il fit approuver une mesure à laquelle on

était loin de s'attendre en Europe comme au Mexique. — « Aujourd'hui, dit-il dans cette dépêche, nous avons eu la première conférence ; j'y ai reçu de la part de mes collègues, des marques de déférence ; le projet, rédigé d'avance et que j'avais apporté, d'une proclamation au peuple mexicain, fut adopté presque sans discussion, et l'on adopta ensuite, et aussi sans discussion, le projet d'une note collective. »

D'après le procès-verbal de ces conférences, les discussions sur les réclamations n'eurent lieu qu'à la quatrième conférence, de sorte que la proclamation rédigée par le général Prim, la note collective et le rejet de l'ultimatum ne furent nullement le résultat des discussions sur les réclamations, mais des mesures proposées par le comte de Reus et approuvées par les plénipotentiaires. Voici les principaux passages du premier de ces documents.

« Proclamation adressée le 10 janvier au peuple mexicain par les représentants des trois puissances alliées.

« Mexicains. — Les représentants de l'Angleterre, de la France et de l'Espagne remplissent un devoir sacré en vous faisant connaître leurs intentions, dès leur arrivée sur le territoire mexicain.

« La foi des traités, violée par les divers gouvernements qui se sont succédé parmi vous, la sûreté de nos compatriotes sans cesse menacée, ont rendu nécessaire et indispensable cette expédition. Ceux-là qui font croire que derrière de si justes prétentions se trouvent cachés des projets de conquête, de restauration et d'intervention dans votre politique et votre administration vous trompent.

« Trois nations qui acceptèrent et reconnurent votre indépendance ont droit qu'on les croie animées de sentiments plus nobles, plus élevés et plus généreux que de vouloir vous tromper. Les trois nations que nous représentons, dont le premier intérêt *semble être* d'obtenir une réparation des griefs qui leur ont été faits, ont un mobile plus élevé et d'une portée plus générale. Elles viennent tendre une main

amicale à un peuple auquel la Providence avait prodigué tous ses dons, mais qu'elles voient avec douleur user ses forces et épuiser sa vitalité sous la violente impulsion des guerres civiles et de perpétuelles convulsions.

« C'est là la vérité, et nous sommes chargés de vous l'exposer, nous ne le ferons qu'en vue de vous faire travailler à votre avenir qui nous intéresse, et non dans le but de vous faire la guerre. C'est à vous, exclusivement à vous, sans aucune intervention étrangère, qu'il importe de vous constituer d'une manière solide et durable

« Mexicains, écoutez la voix des alliés, ancre de salut pour vous, au sein de la tourmente dont vous êtes environnés ; fiez-vous entièrement à leur bonne foi et à leurs généreuses intentions ; n'ayez aucune crainte des esprits inquiets et malveillants ; votre attitude résolue et décidée saura les confondre tout le temps que *nous assisterons impassibles au spectacle grandiose de votre régénération* par l'ordre et la liberté.

« *C'est ainsi que le comprendra, nous en sommes sûrs, le gouvernement suprême auquel nous nous adressons.* »

Voici ce que disaient les plénipotentiaires chargés de faire exécuter la convention de Londres, et de soutenir les réclamations de leurs gouvernements ; voici ce qu'ont signé sir Wyke, auteur des dépêches du 27 mai, du 25 juin et du 28 octobre 1861, qui décidèrent le gouvernement anglais à intervenir au Mexique, et M. de Saligny, auteur des dépêches du 28 avril, du 29 juin et du 27 juillet 1861, qui nous font un tableau impossible du gouvernement mexicain et de la situation du pays. Un orateur espagnol a dit, en parlant de la conduite des plénipotentiaires alliés, jusqu'à la rupture de l'alliance, que c'était le *comble de la démence* ; en effet, on se refuse à croire que cinq hommes intelligents réunis puissent arriver à rédiger une niaiserie pareille, si contraire à l'esprit et à la lettre de leurs instructions, comme au caractère de leur mission. Néanmoins, cette énormité ne leur parut pas suffisante, et le 14 janvier, ils envoyèrent à Juarez une note collective dans laquelle ils

disent, à peu près, tout ce que contenait leur proclamation au peuple mexicain. Cette note collective fut portée par trois commissaires à Juarez qui répondit de telle sorte que les plénipotentiaires purent immédiatement juger de tout le ridicule qui leur revenait de cette démarche, d'autant plus inexcusable qu'elle renouait les relations diplomatiques avec un gouvernement qui les avait rompues d'une manière aussi brutale qu'inique. Sans parler de la demande insolente du rembarquement des troupes alliées, Doblado écrivait : « Il suffira d'appeler l'attention des alliés sur l'état dans lequel se trouve le pays actuellement, pour qu'ils comprennent que *le secours d'une force armée est inutile pour consolider le gouvernement existant.* » Ainsi, trois grandes puissances envoyaient trois escadres et dix mille hommes au Mexique demander à son gouvernement réparation pour avoir chassé l'ambassadeur de l'une, rompu les relations avec les deux autres, violé tous les traités, volé, expulsé, assassiné leurs nationaux, et quand ces escadres et ces troupes arrivent à Vera-Cruz, leurs chefs agissent de manière à convaincre ce gouvernement qu'ils viennent pour le consolider ! Si ce n'était de l'histoire récente, on prendrait ceci pour une mauvaise plaisanterie, car on ne sait quel nom donner à pareille conduite.

Voici comment ces faits furent jugés au Mexique :

... « Les gouvernements d'Europe semblent d'accord et leurs représentants à Vera-Cruz paraissent avoir des vues opposées. Comme les Espagnols sont ici les plus nombreux et qu'ils ont à la tête un général connu par sa bouillante ardeur, l'amiral Jurien comptait sur ce général pour diriger le mouvement et commencer, sans perdre de temps, une marche vers l'intérieur. Cette marche était indispensable pour assurer notre influence politique, pour négocier avec avantage, pour enfin retirer les troupes du littoral qui forme cette zone torride inhabitable après le mois d'avril. Or, depuis son arrivée, le général Prim, à notre grand étonnement, n'est plus ce général dont on craignait l'esprit d'aventure,

mais un négociateur presque craintif. Par son influence, il a entraîné les commandants anglais et français dans une démarche qui, certes, ne sera pas approuvée, ni à Londres, ni à Paris, ni à Madrid, car on doit bien penser là-bas que le prestige des trois puissances est compromis, lorsque dix mille hommes arrivant sur un territoire ennemi, au lieu de sommer le gouvernement de faire droit, dans les vingt-quatre heures, à leurs justes griefs, non seulement commencent à parlementer, mais vont jusqu'à demander la permission à ce même gouvernement de monter à Jalapa ou à Orizaba, pour trouver un campement salubre

« Les alliés ont fait acte d'hostilité en occupant Vera-Cruz. Dès lors, ils n'avaient plus qu'à sommer Uruga de se rendre... Soyez sûr que *les amis de l'intervention, et c'est la majorité ici, ne se déclareront que lorsqu'ils verront les alliés agir avec vigueur contre cette poignée de gens qui pillent et rançonnent ce malheureux pays.*

« La proclamation des alliés n'a pas été plus heureuse; au lieu de réclamer le redressement de leurs griefs respectifs, ils ont été demander naïvement à Juarez de se rendre, et, sans prendre aucune garantie, sans avoir aucun moyen de contrôler le sentiment national, ils font un vague appel au peuple mexicain pour qu'il veuille bien changer son gouvernement.

« La mission qu'on a envoyée à Mexico n'a rien produit de bon. Les délégués ont été bien reçus, il est vrai, mais le brigadier espagnol a tenu des propos d'un tel radicalisme qu'il a dérouter les espérances des hommes d'ordre qui attendaient avec impatience l'arrivée des alliés, dans l'espoir de voir un gouvernement régulier établi dans le pays...

« Pour remédier à la situation, il faudrait que les trois puissances prissent sans délai des mesures énergiques et envoyassent des instructions précises et identiques à leurs représentants; il faudrait surtout que l'empereur envoyât des renforts, car c'est principalement sur nous que l'on compte au Mexique pour faire sortir ce malheureux pays de l'état

de désordre complet dans lequel il se trouve ». — Extrait d'une correspondance particulière datée de Mexico, 31 janvier 1862.

A la même date, Santa-Anna écrivait de Saint-Thomas... « J'avais pensé aller au Mexique par ce paquebot; mais j'ai résolu d'attendre d'y voir plus clair. Les dernières nouvelles que j'ai reçues de ce pays ne peuvent être plus fatales... On craint que le général Prim ne concerte un arrangement avec Doblado, ministre universel de Juarez, par la médiation de l'oncle de sa femme, M. Gonzalez Écheverria, ministre des finances. Ceci s'accrédite par quelques paroles surprises sur les lèvres de Prim à son passage par Puerto-Rico et la Havane, et par la conduite du général Gasset à Vera-Cruz. Les citoyens mexicains de cette ville résolurent de former un acte pour m'appeler au pays, parce que d'autres populations firent la même chose; mais le général espagnol les en a empêchés, intimant à mon fils Angel *qu'il l'expulserait s'il se mêlait de cette affaire* ... Quant à ce qui concerne les opérations des alliés réunis aujourd'hui à Vera-Cruz, il n'y a que des conjectures; je ne crois pas que l'on puisse se faire une idée exacte de leurs intentions, jusqu'à ce qu'on ait vu leurs premières opérations. Ce qui appelle l'attention, c'est la petite force avec laquelle ils prétendent marcher sur la capitale. Ils pensent sûrement que les Mexicains sont armés de flèches et de casse-têtes. — A. L. de Santa-Anna ». —

En Europe, la conduite des représentants de trois puissances fut blâmée officiellement comme l'indiquent ces dépêches.

— Le comte Russel, à sir Charles Wyke. — Londres, 25 février 1862...

« Depuis que je vous ai écrit ma dernière dépêche, j'ai vu, dans les journaux, une copie ou traduction de la proclamation des commissaires et généraux des puissances alliées, portant la date du 10 janvier. Le gouvernement de Sa Majesté ne peut approuver et, en vérité, *il désapprouve fortement cette proclamation.*

« Le gouvernement de Sa Majesté croit que la route était plus facile. Une fois, Vera-Cruz évacuée par les forces mexicaines, les alliés auraient dû envoyer à Mexico les conditions qu'ils exigeaient pour la réparation des griefs énumérés dans le préambule de la convention.

« Les mesures ultérieures devaient dépendre de la réponse que l'on aurait reçue, mais s'il était nécessaire, pour des raisons sanitaires ou militaires, d'aller camper hors de Vera-Cruz ou de s'avancer vers Jalapa, cela aurait dû se demander en termes qui inspirassent le respect et non d'une manière qui excitât à la résistance. »

Lord Cowley au comte Russell. — Paris, 28 février 1862.

« J'ai communiqué à M. Thouvenel, les dépêches adressées, les 24 et 25, à sir Charles Wyke par Votre Seigneurie. M. Thouvenel m'a exprimé une opinion conforme à celle de Votre Seigneurie relativement à la proclamation adressée au peuple mexicain par les commissaires anglais, français et espagnols. Il m'a dit qu'il écrirait, dans un sens semblable à celui de Votre Seigneurie, à M. Dubois de Saligny, bien qu'il ne pût pas le faire d'une manière aussi forte, parce que *les commissaires français s'étaient opposés à la proclamation, et qu'ils ne lui avaient donné leur adhésion que pour ne pas se séparer de leurs collègues.* »

M. Thouvenel à M. Barrot, ambassadeur de France à Madrid. — Paris, 20 février 1862. — ... « Le manifeste au peuple mexicain, par les commandants et plénipotentiaires des puissances alliées, donne évidemment à l'expédition qu'elles ont combinée un tout autre caractère que celui qu'elles lui assignaient, et qui les avaient amenées à conclure la convention de Londres. Le premier but de l'expédition était d'obtenir la réparation des griefs, dont la mesure était comble et dont l'impunité eût rendu désormais impossible le séjour des résidents étrangers sur le territoire mexicain.

« C'était donc la déclaration qui devait, avant toute autre, sortir de la bouche des représentants des trois puissances, dont les escadres et les soldats n'eussent assurément pas été

envoyés à la Vera-Cruz, s'il y avait eu la moindre chance d'avoir satisfaction du Mexique, autrement que par la voie de coercition. Du moment où la France, l'Espagne et la Grande Bretagne étaient conduites à unir leurs forces contre le Mexique, dans de telles conditions, une action énergique et prompte était ce que commandaient les circonstances; et puisque la question restait entière, quand les escadres combinées arrivaient à la Vera-Cruz, puisqu'un acquiescement même tardif aux ultimatums déjà formulés ne laissait pas entrevoir l'apparence d'une soumission du cabinet de Mexico à nos légitimes exigences, c'était par une action plus décisive qu'il fallait les lui imposer.

« Le langage tenu par les commandants et plénipotentiaires alliés n'a pu, au contraire, que rendre confiance au gouvernement mexicain en apprenant que l'on se prêtait encore à négocier avec lui. Le répit inattendu qu'on lui a ainsi accordé aura, sans nul doute, eu pour résultat de lui permettre d'ajouter à ses moyens de défense, tandis que les discussions dans lesquelles on l'a autorisé à entrer sur la question d'*organisation intérieure* du pays lui fourniront un moyen facile de traîner en longueur les négociations. »

M. Barrot à M. Thouvenel. — Madrid, 26 février 1862. — « J'ai communiqué votre dépêche à M. Calderon Collantès. Il partage en tout point l'opinion de Votre Excellence sur l'erreur où sont tombés les plénipotentiaires des trois puissances, en ouvrant avec le gouvernement de Juarez des négociations, dont le seul résultat possible est la perte d'un temps précieux et la facilité que l'on donne au gouvernement mexicain d'organiser des moyens de défense.

« Le premier secrétaire d'État m'a dit qu'il était absurde de demander à un gouvernement, que l'on devait traiter et que l'on traite en ennemi, la permission de s'établir sur tel ou tel point de son territoire. En agissant comme on l'a fait, on encourageait le gouvernement de Juarez à se considérer comme le gouvernement légitime du Mexique, on traitait avec lui d'égal à égal, on le reconnaissait, d'une certaine ma-

nière, et on créait l'impossibilité d'aider le peuple mexicain à renverser un gouvernement aussi odieux au pays qu'aux puissances étrangères, et à le remplacer par un gouvernement constitué de manière à donner des garanties, ce qui était, après tout, le but principal que les puissances alliées s'étaient proposé.

« La France, l'Espagne et l'Angleterre ne peuvent, coûte que coûte, abandonner une entreprise pour laquelle elles ont uni leurs forces; elles doivent faire au Mexique ce qu'elles se sont proposé d'y faire. L'Espagne, en ce qui la concerne, y est très décidée. »

Les trois puissances étaient donc parfaitement d'accord pour blâmer la politique personnelle de leurs représentants. Cette politique inconcevable, qui n'a cessé de dominer dans les mesures prises par ces représentants, devait avoir, en se prolongeant, des conséquences encore plus inattendues et plus désastreuses; mais, comme elle était, pour ainsi dire, imposée par le général Prim, il est nécessaire de voir comment elle a été appréciée par ses compatriotes. Le comte de Reus dit que son gouvernement a approuvé sa conduite; on a vu par la dépêche de M. Barrot que cette approbation prétendue était un blâme nettement formulé. Voici sur ce sujet ce que disait M. Bermudez de Castro, au sénat, dans la séance du 17 décembre 1862.

« La réponse à la note collective arriva à Vera-Cruz, et je ne puis moins faire que d'appeler l'attention du Sénat sur la dépêche avec laquelle le plénipotentiaire espagnol l'adressait au gouvernement de Sa Majesté. Le plénipotentiaire disait: « Ces messieurs — les commissaires — reviennent « extrêmement satisfaits des bonnes dispositions dont se « trouve animé le gouvernement de la république... Il « nous engage aussi à nous avancer jusqu'à Orizaba, avec « une garde d'honneur de 2,000 hommes, le reste des forces « devant se rembarquer. »

« Voyez, messieurs, jusqu'à quel point les Mexicains avaient repris courage, jusqu'à quel point ils étaient devenus

braves, puisqu'ils ne demandaient rien moins que la retraite des troupes.

« M. le comte de Reus disait ensuite : « Bien entendu que « cette condition *inadmissible s'impose seulement pour sauver* « la dignité du pays, et afin d'éviter l'accusation de faiblesse « qui tomberait sur les gouvernants actuels s'ils admettaient, « même sans une apparence de résistance, ce qui est proposé par les alliés. »

« Malgré cela, nos rapports avec la république mexicaine n'avancèrent pas beaucoup ; bien au contraire, les expulsés de Tampico ne rentraient pas dans leurs foyers, et le gouvernement mexicain avait frappé d'énormes contributions sur les étrangers.

« Si dès le principe, si, du moment où l'expédition en débarquant lança une proclamation portant qu'on reconnaissait le gouvernement établi, et qu'on entrerait en arrangement avec le gouvernement de Juarez, si on ne réclamait pas contre les décrets sanguinaires rendus par lui, comment le parti réactionnaire pouvait-il se montrer ?

« On pouvait, on devait traiter avec Juarez, oui, mais en lui imposant des conditions... On fit abstraction des réclamations, et bientôt on reconnut Juarez, de telle sorte qu'on en vint à faire tourner toute l'influence de l'Europe en sa faveur, en dénaturant complètement la convention de Londres. En même temps le parti conservateur, comprenant qu'il lui était impossible de lutter avec le parti fédéral et les puissances de l'Europe, se tint immobile. »

Ces citations prouvent qu'en Europe comme au Mexique la conduite des plénipotentiaires alliés parut absurde et ridicule. Une fois entrés dans cette voie, les représentants ne pouvaient que commettre faute sur faute, et c'est ce qui leur arriva. M. Zamacona, ancien ministre des affaires étrangères de Juarez, qui accompagna les commissaires porteurs de la réponse du gouvernement mexicain à la note collective,

affirma au général Prim que Juarez était sincère dans ses offres. En voici une preuve. Le 25 janvier, époque à laquelle les commissaires étaient sans doute encore à Mexico, Juarez publia un décret contre les interventionnistes dont les principaux dispositifs étaient les suivants :

« ... En vertu des facultés extraordinaires dont je suis investi, j'ai décrété la loi suivante pour châtier les délits contre la nation, contre l'ordre, la paix publique et les garanties individuelles.

« ART. 1^{er}. Parmi les délits contre l'indépendance et la sécurité de la nation sont compris :

« 1^o L'invasion armée faite sur le territoire de la république par des étrangers et des Mexicains... n'ayant pas été précédée d'une déclaration de guerre de la part des puissances auxquelles ils appartiennent ;

« 2^o Le service volontaire des Mexicains parmi les troupes étrangères ennemies, quel que soit le caractère avec lequel ils les accompagnent ;

« 3^o L'invitation faite par des Mexicains ou des étrangers résidant dans la république aux sujets des autres puissances, pour envahir le territoire national ou changer la forme du gouvernement de la république quel que soit le prétexte invoqué ;

« 4^o Toute espèce de complicité pour exciter ou préparer l'invasion ou pour favoriser sa réalisation ;

« 5^o Toute tentative d'organiser un simulacre de gouvernement, de donner des votes, d'assister à des juntes, de former des actes, d'accepter des emplois ou commissions, soit de l'envahisseur même ou d'autres personnes déléguées par lui. »

Ce décret, appelé *mortuaire* par le peuple mexicain, comprend trente-quatre articles ; il est contre-signé par Doblado, et, comme la mort devait frapper la plupart des personnes qui avaient été tentées d'avoir quelques relations avec les *envahisseurs*, il répandit l'épouvante dans le Mexique et nul désordre ne s'ensuivit. Juarez tenait au pouvoir, il voulait